

monde. Les mesures que le Gouvernement des États-Unis a prises et prend en ce moment ont un sens et une portée considérables. Au Canada également on continuera de prendre toutes les mesures qu'exige notre sécurité. Nous entendons augmenter immédiatement nos préparatifs et nos crédits de défense. Nous sommes aussi à étudier les nouvelles mesures d'assistance que notre pays pourrait consentir aux pays qui nous sont associés par le Pacte de l'Atlantique-Nord.

Il est possible que nous ayons à prendre de graves décisions, mais il est réconfortant de songer que le Gouvernement jouit de l'appui à peu près unanime de l'opinion publique canadienne dans la décision qu'il a prise de jouer son rôle dans la résistance à l'agression et le rétablissement de la paix.

Le Commandement unifié ayant fait savoir au Canada qu'il avait besoin d'un supplément de transports aériens, le Gouvernement canadien décida, le 11 août, de mettre à la disposition des Nations Unies, en collaboration avec les Lignes aériennes du Pacifique-Canadien, tous les moyens de transport-passagers de cette compagnie entre Vancouver et Tokyo, à raison de deux vols par semaine de l'est à l'ouest et de l'équivalent d'un vol par semaine en sens inverse.*

Vers la fin de juillet, le représentant des Soviets annonça qu'il allait revenir au Conseil de sécurité afin de prendre son tour à la présidence. S'attendant à des menées d'obstruction de la part de l'U.R.S.S., les membres du Conseil durent voter d'autres mesures relatives à l'entreprise de Corée avant le retour du délégué soviétique. Le Conseil adopta donc, le 31 juillet, une résolution† aux termes de laquelle le Commandement unifié était chargé de déterminer lui-même les mesures à prendre pour secourir et soutenir la population coréenne et par laquelle le Conseil demandait au Conseil économique et social, au Secrétaire général, aux institutions spécialisées et aux organisations non gouvernementales compétentes de fournir toute aide que le Commandement unifié pourrait leur demander pour fins de secours. Ce fut la dernière mesure positive que put prendre le Conseil de sécurité avant que le représentant des Soviets ne revînt, au mois d'août, entraver son action.

Au cours de la dernière semaine de juillet et de la première semaine d'août, un certain nombre de pays offrirent d'envoyer des troupes de combat en Corée. Le 24 juillet, la Thaïlande offrit d'y envoyer un contingent de 4,000 hommes, et le 26 juillet la Turquie promit une force de

* Voir annexe 19, p. 39.

† Voir annexe 16, p. 34.